

Edito

Dans le contexte actuel de tensions sur les marchés financiers, nous avons demandé à Gestion Privée Indosuez, notre société de gestion, de réaliser un communiqué d'informations à votre intention.

Votre conseiller reste à votre entière disposition.

Vous disposez d'informations économiques et financières en format vidéo sur le site www.bgpi.com

D'autre part, vous pouvez retrouver les communiqués du Groupe Crédit Agricole dans la rubrique "finances et actionnaires" du site internet www.credit-agricole.com

Forte volatilité sur fond de crise financière

Déjà affectées, début septembre, par la mise en lumière des difficultés entourant les deux géants du crédit hypothécaire, Freddie Mac et Fannie Mae, les principales places boursières viennent d'être ébranlées par la faillite d'un des fleurons de la finance mondiale, Lehman Brothers.

Le rachat de Merrill Lynch par Bank of America puis la prise de contrôle de AIG par les pouvoirs publics américains, sont autant d'évènements qui ont attisé la défiance à l'égard du secteur financier et plus largement envers les actifs risqués, au cours des dernières semaines.

Ces récents rebondissements de la crise financière interviennent dans un environnement déjà fragilisé par les perspectives de ralentissement de la croissance mondiale. Aussi, les autorités monétaires internationales n'ont cessé d'intervenir pour stabiliser les marchés financiers et éviter que la conjoncture mondiale ne s'enlise dans la récession.

La croissance mondiale ralentit...

Peu avant l'éclatement de la crise financière courant 2007, les pays développés sont entrés dans une phase de ralentissement de la croissance.

Contre toute attente, l'économie américaine a fait preuve d'une plus grande résistance, bénéficiant notamment de la réactivité de la Réserve fédérale (baisse de taux successives de 5,75 % à 2 % entre août 2007 et avril 2008) et du gouvernement (plans de relance).

Dans les principaux pays développés, sur fond de flambée de l'or noir et des matières premières, des signes de ralentissement de la demande intérieure (consommation des ménages ; investissement des entreprises) sont apparus, accompagnés d'une remontée du chômage. Aussi, au cours de l'été, la crainte d'une entrée en "stagflation" (faible croissance et inflation) a été le principal facteur de correction des marchés boursiers.

Puis, les préoccupations sur la croissance ont pris le pas sur l'inflation, les investisseurs redoutant par ailleurs qu'une baisse généralisée du pouvoir d'achat dans les pays développés ne pénalise la dynamique exportatrice des pays émergents et in fine, leurs perspectives de croissance.

.../...

Dans ce contexte, les anticipations de consommation mondiale de pétrole ont été revues en baisse, favorisant la poursuite de la décline des prix de l'énergie.

Si le repli du prix des matières premières constitue une bonne nouvelle pour l'inflation, il reste que les investisseurs craignent que le ralentissement de la croissance s'accroisse. La récente aggravation de la crise financière ne fait que renforcer ce risque.

...mais les autorités et les institutions financières se mobilisent

Afin d'éviter un assèchement total des liquidités et préserver la stabilité des marchés, plusieurs mesures ont été adoptées par les banques et les autorités :

■ La mise en place d'un fonds "anti-faillites"

Dix des plus grandes banques internationales se sont engagées à mettre en place un pool d'emprunts de 70 milliards de dollars au sein duquel chacune d'elle pourra obtenir jusqu'au tiers du montant du fonds en cas de difficultés de refinancement.

■ Des facilités de refinancement auprès de la Réserve fédérale américaine

Pour la première fois de son histoire, la Fed a annoncé sa décision d'élargir aux actions, la contrepartie acceptée en garantie de ses prêts d'urgence aux institutions financières. Auparavant, seuls des titres du Trésor ou des titres notés "AAA" (la meilleure note possible) étaient acceptés.

■ Une action concertée des Banques centrales

Afin d'apaiser les tensions sur les marchés et notamment sur le marché monétaire, les principales Banques centrales sont intervenues massivement. Elles ont également annoncé une action concertée de grande ampleur : la Fed a augmenté de 180 milliards de dollars le montant total de ses accords de "swap" (prêt réciproque de liquidités à court terme) avec la Banque centrale européenne (BCE) et ses homologues au Royaume-Uni, au Canada, en Suisse et au Japon.

■ Discussions autour d'un plan de sauvetage massif des établissements en difficulté

La Fed, le gouvernement et le Congrès américain ont annoncé avoir mené des discussions autour de la mise en place d'une structure susceptible de reprendre l'ensemble des actifs "toxiques" du système financier afin d'assurer sa survie.



L'analyse de Gestion Privée Indosuez

La semaine écoulée confirme que la crise engagée depuis 18 mois est loin d'être terminée. L'intervention de la Fed pour sauver l'assureur AIG ainsi que l'action concertée des principales Banques centrales pour apporter de la liquidité aux marchés, démontrent en revanche la volonté des pouvoirs publics d'éviter tout risque systémique et d'être prêts à voler au secours de la croissance.

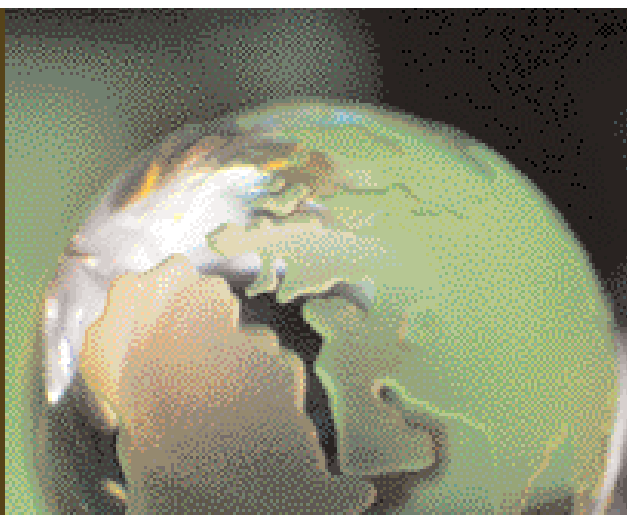
En laissant Lehman Brothers déposer son bilan, le Trésor américain et la Réserve fédérale ont voulu montrer qu'ils n'étaient pas disposés à sauver tous les établissements financiers en difficulté.

Néanmoins, l'annonce quelques jours plus tard des discussions engagées par la Fed, le gouvernement et le Congrès américain sur la mise en place d'un plan de sauvetage massif des établissements en difficulté témoigne de leur volonté d'assainir le système financier dans son ensemble.

- À court terme, nous pensons que la visibilité restera faible et que les marchés devraient demeurer très volatils.
- Si les valorisations des marchés ont atteint des niveaux attrayants, leur évolution future sera étroitement liée à la résolution de la crise de liquidité actuelle, qui permettra de restaurer la confiance à l'égard du secteur financier et de lui redonner son rôle de moteur de l'économie mondiale.

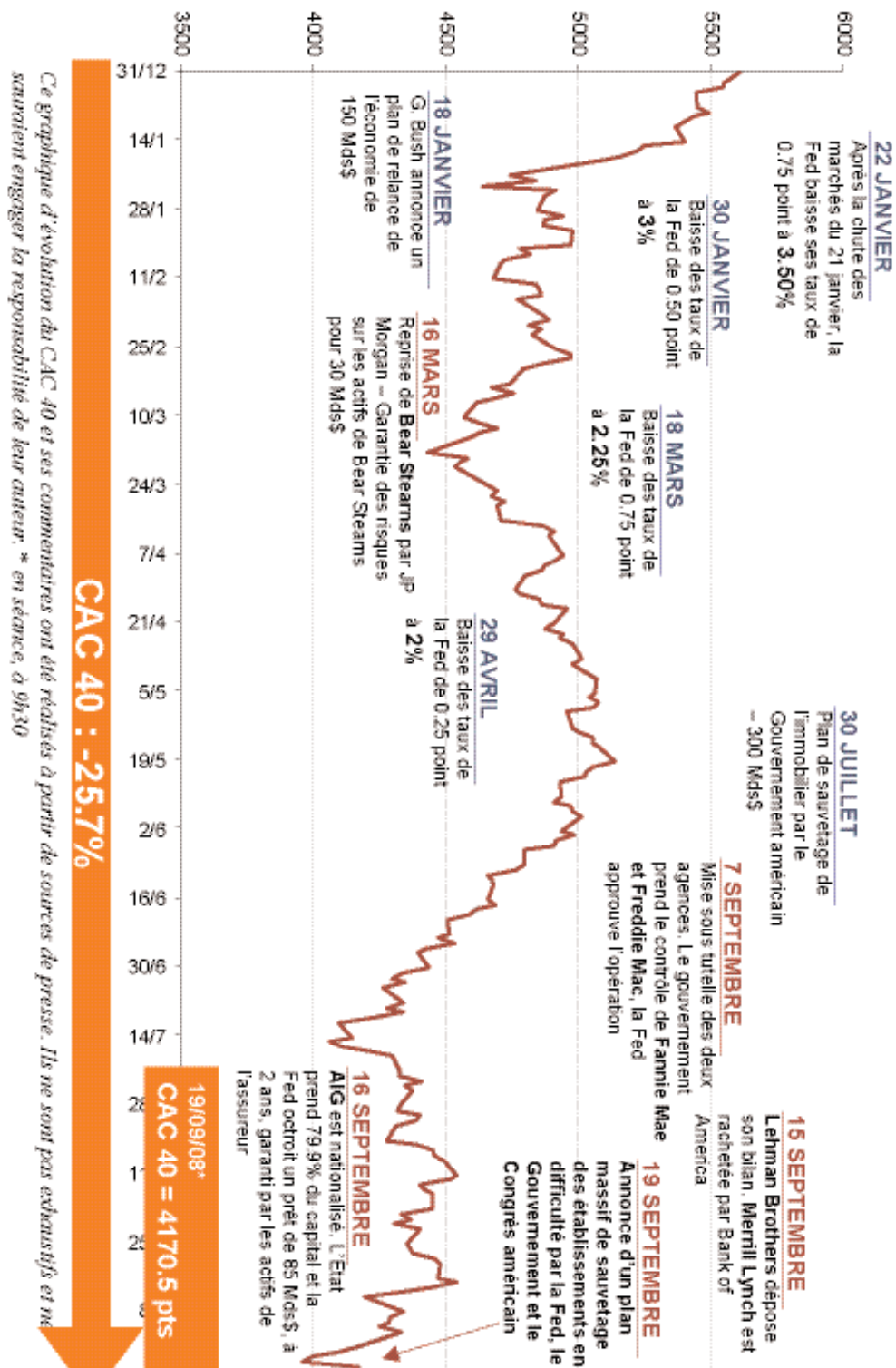
Gestion Privée Indosuez (GPI) rappelle que les informations ici fournies ne sont que le reflet de son opinion. Bien que GPI fasse tout ce qui est raisonnablement possible pour s'informer auprès des sources qu'elle juge fiables, elle ne prétend pas à l'exhaustivité des informations présentées ici, qui ne peuvent engager sa responsabilité, ni celle de ses auteurs.

Toute diffusion, représentation, reproduction, adaptation, traduction, et/ou transformation, partielle ou intégrale, extérieure est interdite sans l'accord préalable et écrit des auteurs ou de leurs ayants droit. Toute violation de ces dispositions rend le contrevenant, ainsi que toutes les personnes responsables, passibles des peines pénales et civiles prévues par la loi.



31/12/07
CAC 40 = 5614 pts

2008 : forte volatilité sur fond de crise financière



Ce document ne constitue en aucun cas une offre de souscription à un contrat d'assurance vie, ni une offre ou une sollicitation, ni un acte de démarchage visant à acquérir des parts d'OPCVM. Il est recommandé de lire attentivement le prospectus avant toute souscription d'OPCVM. Les performances passées ne préjugent en rien des performances futures et la valeur d'un investissement peut varier à la hausse comme à la baisse en fonction notamment de l'évolution des marchés financiers.

BANQUE DE GESTION PRIVÉE INDOSUEZ

20, rue de La Baume
75382 Paris Cedex 08 - France
572 171 635 RCS Paris
Société anonyme au capital de 82 949 490 euros
Tél : 01 40 75 62 62 - Fax : 01 45 63 85 20
www.bgpi.com

LETTRE D'INFORMATION ÉDITÉE PAR BGPI

- **Achevé de rédiger** : 19 septembre 2008
- **Directeur de publication** : Hervé Catala
- **Rédacteur en chef** : Nathalie Delecroix
- **Chargée d'édition** : Céline Hervé-Garnier
- **Rédacteurs** : Julie de La Palme, Leslie Dahan.